

Plus récemment, les capitaux étrangers ont contribué au financement de nouvelles industries, à l'exploitation des mines et des ressources énergétiques et à l'expansion d'industries comme les pâtes et papiers, les fonderies et raffineries de métaux non ferreux, les produits chimiques et le pétrole.

De plus en plus, les capitaux étrangers pénètrent au Canada sous forme d'investissements directs et souvent par le truchement d'une entreprise internationale. Ce genre d'investissement entraîne un certain contrôle étranger pour l'entreprise ainsi financée, mais il lui offre par contre les techniques, les compétences gestionnaires, les services de vente et d'approvisionnement des grandes sociétés internationales.

En se développant, l'économie canadienne a su financer une part croissante de ses besoins en capitaux grâce à ses sources nationales. Si les fonds étrangers sont toujours les bienvenus, le Gouvernement a néanmoins adopté un certain nombre de mesures en vue de secondar et de protéger les intérêts nationaux. Il a imposé des restrictions aux investissements étrangers dans les banques, certaines autres institutions financières et certains organes de télécommunication. Il encourage la création de grandes entreprises à propriété canadienne grâce à la Corporation de développement du Canada et à des mesures fiscales. En avril 1974, le Gouvernement a adopté la première partie de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger qui prévoit que le Gouvernement s'opposera à une prise de contrôle par des étrangers, à moins qu'il soit démontré que le Canada en bénéficiera sensiblement; il a aussi créé un comité d'examen chargé d'étudier les demandes à cet égard.

Le Canada et les organisations internationales

Comme il est, par tradition, un grand apôtre du multilatéralisme dans les relations commerciales, le Canada a toujours appuyé diverses organisations internationales dans les domaines du commerce et de l'aide. Il joue un rôle actif dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Conseil de coopération douanière, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (le Canada a accueilli la Conférence de fondation), le Groupe de la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement des Antilles et la Banque de développement asiatique.

Si le GATT a été le point de mire de la politique commerciale extérieure du Canada, l'OCDE a joué un rôle important dans l'échange des points de vue et des statistiques et dans l'élaboration de solutions pour une grande variété de problèmes commerciaux, notam-